

**Communiqué de l'Union Nationale Interprofessionnelle
des Retraité-e-s de Solidaires Bouches du Rhône :**

**Quel que soit le résultat du vote de confiance, les retraité/es de
l'UNIRS/Solidaires13 appellent plus que jamais à manifester ce 10 septembre....**

La vérité selon Bayrou

« Le contraire de la vérité est fausseté, quand elle est tenue pour vérité, elle se nomme erreur. (Kant)

Chez Bayrou on peut carrément parler de mensonges! En effet, il ne revient pas sur « son moment de vérité », bien au contraire, de façon cynique, il confirme son budget et ses 43,8 milliards d'économies. Même si les retraité/es sont ciblé/es, c'est en fait une offensive généralisée, brutale à l'encontre de tout notre modèle social fondé sur la solidarité et créé à la Libération.

L'état catastrophique de nos services publics, la situation de notre système de santé solidaire et les difficultés à se soigner tout en menaçant l'existence même de notre Sécurité Sociale, conséquences des politiques libérales passées, ne peuvent qu'empirer.

« Faire payer le peuple, ils sont plus nombreux !!! »

Un budget approuvé par Macron et ses ministres clefs, de l'économie, de la santé, du travail, où absolument toutes les dépenses publiques, sont mises au rang d'un fléau qu'il faut selon eux combattre.

A la recherche du moindre centime, les droits des retraité/es comme des salarié/es, des fonctionnaires, des privé/es d'emploi, des malades notamment en arrêt et en affection longue durée, des précaires sont sacrifiés. Ce sont les plus démunis/es, ceux qui survivent avec le RSA ainsi que les classes populaires et moyennes qui sont frappés de plein fouet en oubliant les plus riches.

Et rebelote, le retraité livré à la vindicte publique ou la culture du mépris !

En agitant la peur de la guerre et de la dette, ce surendettement, qui ruinerait notre pays on veut nous en rendre responsable comme si nous étions des inconscients coupables de la situation si nous n'acceptons pas leurs ponctions. F.Bayrou et E.Macron osent même nommer nos retraites comme source de cette « dette colossale ».

Et Bayrou de préciser « ce seront les plus jeunes des Français, qui devront payer la dette pendant toute leur vie » pour « le confort des boomers » ! Au fait il a quel âge Bayrou ?

Moins d'Etat ou Plus d'Etat ? La vraie question est Quel Etat ?

Ce sont les dépenses publiques qui sont attaquées en ignorant volontairement les recettes. Or, pendant que la dette augmente, les riches sont plus riches et cette augmentation n'a pas à voir avec les dépenses publiques qui sont en fait stables depuis 2017 d'après la Cour des Comptes et l'INSEE. Nos gouvernants s'attaquent directement aux services publics et aux agents publics considérés comme inutiles ! Les collectivités territoriales sont menacées dans toutes leurs actions : aides à domicile, handicap, formation, petite enfance, RSA, culture...des domaines où l'État s'est désengagé.

Alors que la précarisation et la pauvreté, les difficultés à se soigner, les difficultés à vivre correctement s'amplifient, toute contribution sérieuse pour les plus riches et le grand patronat est écartée.

« La taille et la gabelle », toujours d'actualité !

Bon nombre de personnes dont les retraité/es non imposables le deviendraient avec augmentation de la CSG et de la CRDS ainsi que la diminution ou les pertes de prestations sociales. F.Bayrou voulait supprimer l'abattement de 10% sur l'impôt sur le revenu pour les retraité/es (créé par Barre non pas pour frais professionnel mais en contrepartie à la fraude fiscale des autres revenus) en le plafonnant à 2.000 euros par an pour chaque personne : un retraité qui perçoit 1.667 euros par mois verrait son impôt nettement augmenter.

Avec l'inflation et le coût de la vie, les retraites, le point d'indice des fonctionnaires et toutes les prestations sociales (APL, AAH ...) dont les minima sociaux (RSA...) doivent être revalorisés en urgence sans oublier la révision du barème de l'impôt sur le revenu.

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » (Victor Hugo)

A qui profite le crime ? Les fonds de pension et les investisseurs privés vont pouvoir continuer à s'accaparer des secteurs clefs de la solidarité, de la petite enfance au vieillissement, de l'insertion et de la formation, du transport...

La Sécurité Sociale avec ses 650 milliards de budget a toujours aiguisé l'appétit du secteur assurantiel privé. Le Code de la Sécurité Sociale est constamment outre passé sans l'indexation de nos retraites sur l'inflation : le gouvernement traite nos retraites, issues de nos cotisations sociales, cette part du salaire socialisé, comme si elles relevaient de la fiscalité, revalorisées ou non en fonction du montant des retraites et au bon vouloir du gouvernement, dans une grave remise en cause du fondement et des principes de notre système de retraite solidaire.

Se soigner n'est plus un droit, mais une option, au bon vouloir d'assurances privées !

Les économies sur la santé, sur l'assurance maladie sont récurrentes toutes les années. Il faut ici citer la déclaration fracassante et mensongère de la ministre de la santé : « *tout est gratuit et j'y ai droit est mortifère* » dit-elle.

Déclaration culpabilisante pour les soignants et surtout les malades qui abuseraient de traitements, d'arrêts maladies, de longue maladie, dont bon nombre de retraité/es. Alors que ces malades sont confrontés en même temps à la perte d'emploi, à la précarité du fait de leur état de santé.

Les collectifs de santé obligatoires pour les fonctionnaires sont détenus, à présent, par *ALAN*, une start-up de l'assurance, slogan : « *le partenaire santé qui prévient, assure et accompagne au quotidien.* » Avec tous les déremboursements, les complémentaires santé et assurances privées prennent la main sur la Sécu. Les exonérations de cotisations sociales patronales (80 milliards), le transfert des dépenses sur le compte de la Sécu, véritables responsables du manque de recettes, la rendent volontairement non finançable.

Les jours de congé ne sont plus des jours de repos mais un luxe.

La suppression des jours fériés dont le 8 mai, victoire contre les nazis avec l'élaboration du programme du CNR-Conseil National de la Résistance- symbolise en même temps l'attaque de ce beau programme basé sur la solidarité défait méthodiquement point par point depuis des années.

Culpabiliser et diffamer, le credo de ces responsables politiques

On nous culpabilise pour accepter tous ces sacrifices. Comme si nous n'étions pas capables de répondre de nos actes. Mais aucun appel à la responsabilité pour les grandes entreprises aidées par l'État sans contre parties à hauteur de 211 milliards en 2023 d'après la commission sénatoriale.

Les 500 plus grandes fortunes représentent, avec leur 1.170 milliards, 45% du PIB. Notre système fiscal n'est plus du tout progressif avec seulement 5 tranches d'impôt sur le revenu : les **0,01%** les plus riches payent proportionnellement beaucoup moins d'impôts (ATTAC).

En nous rendant responsable de l'endettement de notre pays pour payer à crédit notre modèle social et nos services publics conquis de haute lutte, ces politiques avancent vers une dérive vertigineuse de la privatisation des services publics et associatifs, dans tous les secteurs sociaux et médico-sociaux, accélèrent leur démantèlement et la fin de la Sécurité Sociale et de tous nos droits sociaux.

Une société sans droits, c'est la loi de la jungle sans plus aucune humanité. Et c'est l'extrême droite qui pourra toujours surfer sur les problèmes sociaux et la misère sociale.

Pour toutes ces raisons, aux côtés de celles et ceux qui rejettent ce gouvernement et son budget arbitraire, les retraité/es appellent à manifester ce 10 septembre.

A Marseille Rendez-vous à 10 H aux Réformés

Contact : Roselyne Garcia 06 12 58 81 11